

très faible. Par contre, il sera beaucoup plus compliqué de construire un réseau international de stations capables de détecter les explosions et d'en faire rapport. Les Etats dotés d'armes nucléaires tiennent à poursuivre leurs essais parce que c'est la seule façon pour eux de tester les ogives existantes et d'en mettre au point de nouvelles. Ce qu'on attend d'eux, c'est qu'ils trouvent la volonté politique nécessaire pour arrêter de perfectionner leurs arsenaux respectifs par ces essais souterrains et pour mettre un terme aux progrès techniques qui alimentent la course aux armements. C'est là un autre domaine où le Canada joue un rôle clé. Ses sismologues sont respectés dans le monde entier et ont apporté une contribution majeure aux travaux sur les aspects techniques du problème.

c) **Les armes classiques.** C'est ainsi qu'on désigne aujourd'hui toute arme qui n'est pas classée comme une arme de destruction massive (nucléaire, radiologique, chimique ou biologique). Toutes les guerres qui ont éclaté depuis 1945 – la liste en paraît interminable – ont été faites avec des moyens classiques et se sont déroulées en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Bien des gens considèrent qu'une réglementation internationale des transferts d'armes classiques à destination des pays en développement de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine constituerait une mesure de désarmement très efficace. Mais aux yeux de certains pays en développement, c'est là une autre forme de discrimination à laquelle ils s'opposent farouchement. Du reste, les superpuissances sont aussi à blâmer. Entre 1977 et 1979, elles ont tenté de conclure un accord mais ont échoué, principalement parce que chacune voulait demeurer libre de continuer à approvisionner ses alliés et amis.

d) **Le désarmement et le développement.** Le Document final de la première Session extraordinaire sur le désarmement déclare que *"la course aux armements a des conséquences économiques et sociales si nuisibles que sa poursuite est clairement incompatible avec l'instauration du nouvel ordre économique international fondé sur la justice, l'équité et la coopération"* (para. 16). Les pays en développement font pression auprès du monde industrialisé pour l'amener à réduire ses dépenses militaires et à consacrer les sommes ainsi épargnées à des projets de développement. Rien n'indique cependant que c'est bien ce qui se passerait, même si les budgets militaires étaient réduits considérablement.